



ASSEMBLÉE NATIONALE

13ème législature

montant des pensions

Question au Gouvernement n° 357

Texte de la question

POUVOIR D'ACHAT DES RETRAITÉS

M. le président. La parole est à Mme Dominique Orliac, pour le groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche.

Mme Dominique Orliac. Monsieur le président, je le demande en préalable : aurons-nous, oui ou non, le débat que nous vous réclamons sur l'économie et les finances ? (*Exclamations sur les bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire.*)

Ma question s'adresse à M. le Premier ministre et concerne les grands oubliés du Gouvernement. Je veux en effet évoquer la difficile situation des retraités, qui ne cessent de constater une érosion continue tant de leurs ressources que de leur pouvoir d'achat.

Faut-il rappeler les généreuses promesses en faveur du pouvoir d'achat des retraités qui figuraient dans le programme du candidat Nicolas Sarkozy ? Je n'en citerai que deux : la revalorisation du minimum vieillesse de 27 % en cinq ans et l'augmentation de 54 % à 60 % des pensions de réversion.

Aucune de ces promesses n'a été tenue et aucune action à cette fin n'a même été annoncée, bien que le Président excelle habituellement dans les annonces, presque autant que le candidat dans les promesses. Mais puisqu'il faut rendre à César ce qui appartient à César - tout particulièrement aujourd'hui (*Sourires*) -, force est de constater qu'il y a bien eu quelques annonces en ce début d'année. Toutefois, ces annonces suscitent incompréhension et colère de la part de ceux qui ont travaillé toute leur vie et touchent aujourd'hui de très faibles retraites. On est bien loin de la potion magique promise pendant la campagne électorale !

En effet, le Gouvernement a annoncé pour 2008 une augmentation des pensions qui se limite à 1,1 % - et encore s'agit-il là de l'unique mesure concernant nos retraités, car le reste ressemble plutôt à une attaque en règle contre eux, qui sont peu enclins à descendre dans la rue.

Ce sont, tout d'abord, les augmentations successives du prix de l'énergie et des carburants, qui alourdissent les postes chauffage et transports, très importants pour les retraités. Si, du reste, le premier de ces deux postes les concerne tous, le second frappe particulièrement nos aînés ruraux. C'est, ensuite, l'entrée en vigueur des franchises médicales. Enfin, vous avez bien tenté de supprimer l'exonération de la redevance audiovisuelle.

Alors que plus de 870 000 retraités perçoivent moins de 817 euros par mois, les retraités réclament désespérément des mesures spécifiques et justes.

Quand, monsieur le Premier ministre, allez-vous cesser de les ignorer ? Quand vous préoccuperez-vous du scandale des retraites agricoles ? (*Applaudissements sur les bancs du groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche.*) Quand vous attaquerez-vous enfin à la paupérisation des retraités et des personnes âgées ? (*Applaudissements sur les bancs du groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche et du groupe de la Gauche démocrate et républicaine. - Exclamations sur les bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire.*)

M. le président. La parole est à M. Xavier Bertrand, ministre du travail, des relations sociales et de la solidarité.

M. Xavier Bertrand, *ministre du travail, des relations sociales et de la solidarité*. Vous l'avez dit, madame Orliac : rendons à César ce qui est à César. Sur ce sujet comme sur d'autres, on ne vous attribuera certainement pas la palme de la sincérité. (*Protestations sur les bancs du groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche.*) La vérité, c'est que si vous aviez voulu aborder ce sujet, vous l'auriez fait dans le cadre du projet de loi de

financement de la sécurité sociale, et non pas aujourd'hui, pas en retard, pas à rebours. Vous n'êtes pas sincère. (*Protestations sur les bancs du groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche.*)

Vous savez aussi pertinemment que, dans la campagne électorale présidentielle, vous n'avez jamais parlé des petites pensions, ni d'augmenter les pensions de réversion. (*Vives protestations sur les bancs du groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche et du groupe de la Gauche démocrate et républicaine.*) Vous pouvez vous agiter, cela ne fait que montrer que vous nous donnez raison. Regardez-vous : voilà la vérité ! (*Très vives protestations sur les bancs du groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche et du groupe de la Gauche démocrate et républicaine.*)

Les Français qui nous regardent, les retraités dont vous parlez, voient bien qu'entre votre agitation et les solutions que nous allons leur apporter, il y a tout un monde, toute une différence.

Madame la députée, en politique, on doit tenir ses engagements. (*Exclamations sur plusieurs bancs du groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche.*) J'ai bien conscience que cela vous change ! Tenir ses engagements, c'est par exemple augmenter les pensions de réversion : nous l'avons dit, nous le ferons. C'est également augmenter également le minimum vieillesse, qui se situe à un niveau beaucoup trop bas : nous l'avons dit, nous le ferons. (" 1,1 % ! " et exclamations sur de nombreux bancs du groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche.)

Nous avons dit également qu'il est de notre responsabilité de garantir le pouvoir d'achat des retraités sur toute l'année 2008 et que nous avons besoin de connaître exactement le niveau de l'inflation. Vous le savez bien, et vous auriez pu le dire. (*Protestations sur les bancs du groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche.*)

Mais je veux aussi vous faire une proposition. En matière de retraites, nous savons qu'il faudra prendre des mesures généreuses à prendre, en faveur notamment des retraités les plus modestes, mais aussi des mesures courageuses : nous verrons alors si le Parti socialiste a changé, car, pour le courage, vous n'avez jamais donné le bon exemple. (*Applaudissements sur les bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire. - Protestations sur les bancs du groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche.*)

Données clés

Auteur : [Mme Dominique Orliac](#)

Circonscription : Lot (1^{re} circonscription) - Socialiste, radical, citoyen et divers gauche

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 357

Rubrique : Retraites : généralités

Ministère interrogé : Travail, relations sociales et solidarité

Ministère attributaire : Travail, relations sociales et solidarité

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 31 janvier 2008

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le 31 janvier 2008